



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 79.352/2
du 3 juin 2026

advies 79.352/2
van 3 juni 2026

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'article 36 de
l'annexe à l'arrêté royal du
14 septembre 1984 établissant
la nomenclature des
prestations de santé en matière
d'assurance obligatoire soins
de santé et indemnités en ce
qui concerne les prestations de
logopédie'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
artikel 36 van de bijlage bij het
koninklijk besluit van
14 september 1984 tot
vaststelling van de
nomenclatuur van de
geneeskundige verstrekkingen
inzake verplichte verzekering
voor geneeskundige
verzorging en uitkeringen, wat
de logopedische
verstrekkingen betreft'

Le 7 mai 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'article 36 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités en ce qui concerne les prestations de logopédie'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 3 juin 2026. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Michèle BELMESSIERI, conseillères d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît LAGASSE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 3 juin 2026.

*

Op 7 mei 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Armoedebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van artikel 36 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, wat de logopedische verstrekkingen betreft'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 3 juni 2026. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Michèle BELMESSIERI, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît LAGASSE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 3 juni 2026.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATIONS PRÉALABLES

1. Le projet enrôlé sous le numéro 79.349/2, à propos duquel la section de législation a donné un avis ce jour, vise, tout comme le projet soumis à l'examen, à modifier l'article 36 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 'établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités'. Ces projets présentent des liens entre eux. En particulier, l'article 1^{er}, 5^o, du projet, qui tend à remplacer entre autres le paragraphe 2, 5^o, en reproduisant le contenu relatif à ce point tel qu'il ressort du projet sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis 79.349/2 ¹, tout en y ajoutant des prestations effectuées à distance et le paragraphe 2, 6^o, 6.1, en reproduisant le contenu y relatif ².

L'auteur du projet veillera à assurer la cohérence entre ces deux projets, notamment sur les points suivants :

1^o en s'assurant que le projet qui serait adopté postérieurement ne mette pas à néant les modifications projetées par le projet qui serait adopté le premier ;

2^o en adaptant, le cas échéant, la date du dernier arrêté royal ayant modifié l'article 36 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 ;

3^o en intégrant, dans le projet soumis à l'examen, les observations effectuées dans l'avis 79.349/2 et relatives à des dispositions également présentes dans le présent projet.

2. Par ailleurs, l'auteur du projet veillera à éviter d'adopter le même jour plusieurs arrêtés réglementaires ayant un intitulé identique, ce qui est à l'heure actuelle le cas pour le présent projet et le projet sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis 79.349/2.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

Dans la version française, il sera question de l'article 36 « de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 » et non « de l'annexe de l'arrêté royal du 14 septembre 1984 ».

¹ Voir l'article 1^{er}, 3^o, du projet ayant fait l'objet de l'avis 79.349/2.

² Voir l'article 1^{er}, 4^o, du projet ayant fait l'objet de l'avis 79.349/2.

La même observation vaut pour la phrase liminaire de l'article 1^{er}.

PRÉAMBULE

1. Le projet trouve également son fondement juridique dans l'article 35, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' (ci-après : la « loi coordonnée »).

L'alinéa 1^{er} sera complété en ce sens.

2. À l'alinéa 2, les mots « l'annexe de » seront omis³.

3. En vue de rendre parfaitement compte du fait que sont réunies en l'espèce les conditions requises par l'article 27, alinéa 4, de la loi coordonnée, pour pouvoir considérer que l'avis du Service d'évaluation et de contrôle médicaux est censé avoir été donné, l'alinéa 4 du préambule sera rédigé comme suit :

« Vu que le Service d'évaluation et de contrôle médicaux n'a formulé aucun avis, ni en séance de la Commission de conventions logopèdes-organismes assureurs ni par écrit dans le délai de cinq jours ouvrables prévu à l'article 27, alinéa 4, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, et que l'avis concerné est donc réputé avoir été donné en application de cette disposition de la loi ; »⁴.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. De l'accord du délégué, au 1^o, il convient d'ajouter les mots « R 17, 5 ».

2. Par souci de cohérence, la version française du 3^o reproduira exactement l'intitulé des prestations 708175, 708256, 708492, 708595, 708654 et 708750, en omettant les mots « d'une durée ».

3. De l'accord du délégué, au 5^o, au paragraphe 2, a), 2^o, en projet, les mots « Conseil Médical de l'invalidité » seront remplacés par les mots « Collège des médecins-directeurs ».

4. Au 5^o, au paragraphe 2, b), 1^o, en projet, dans la version française, la seconde occurrence des mots « 712316 Séance individuelle d'au moins 30 minutes au cabinet du

³ Voir notamment l'avis 79.034/2 donné le 7 avril 2026 sur un projet devenu l'arrêté royal du 25 mai 2026 'modifiant, en ce qui concerne certaines prestations dentaires, les articles 5 et 6 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités'.

⁴ Voir l'avis 79.097/2 donné le 13 avril 2026 sur un projet devenu l'arrêté royal du 7 mai 2026 'modifiant l'article 31 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités'.

logopède » sera remplacée par les mots « 712331 Séance individuelle d'au moins 30 minutes au domicile du bénéficiaire », et ce, par cohérence avec la version néerlandaise.

5. De l'accord du délégué, au 5°, au paragraphe 2, c), 2°, (b) et (c), en projet, il sera précisé que la liste des tests est approuvée par la Commission de conventions logopèdes-organismes assureurs.

6. Au 5°, il sera veillé à la parfaite concordance des versions française et néerlandaise du paragraphe 2, f), alinéa 3, en projet.

7. De l'accord du délégué, au 5°, au paragraphe 2, f), prestation 733353 en projet, il y a lieu d'écrire « Des séances à l'école ne sont plus autorisées au-delà du premier accord de deux ans » et non « Des séances à l'école n sont plus autorisées au-delà de la période de 2 ans visée au § 5, p) ».

8. Les mots « Le § 5, 3° alinéa, r) est remplacé par ce qui suit : » seront précédés d'un numéro « 6° », s'agissant d'une modification distincte apportée à l'article 36 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984, et le « 6° » actuel deviendra « 7° ». Par ailleurs il conviendrait de revoir le texte néerlandais de cette phrase liminaire.

9. Au 6° devenant 7°, vu la phrase introductive « Les prestations suivantes ne peuvent pas être dispensées à distance »⁵, il convient d'omettre, au dernier tiret, les mots « ne peut pas être dispensée à distance ».

10. Au 6°, devenant 7°, à l'alinéa 4 en projet, dans la version française, il convient d'écrire « et doivent être attestées » et non « et doivent attestées ».

11. Par souci de sécurité juridique et de cohérence avec la version néerlandaise, la version française sera adaptée de l'accord du délégué afin de prévoir que le mot « Néanmoins » introduise un nouvel alinéa.

12. Interrogé, à propos du 6°, sur ce qu'il y a lieu d'entendre par l'expression « accord de traitement », le délégué a indiqué :

« Pour le remboursement de la logopédie, une demande est faite à la mutuelle, et le médecin conseil donne (ou pas) un accord pour le remboursement du traitement logopédique pour une période d'un ou deux ans selon le trouble.

Il est en effet question dans le texte de l'art. 36 d'« accord » et non pas d'« accord de traitement ». Il y aura en effet lieu de remplacer « dans un accord de traitement » par « par accord »

[...] »

Le dispositif sera adapté dans le sens indiqué par le délégué.

⁵ La version française gagnerait en outre à être complétée par un « : ».

13. Interrogé, à propos du 6°, sur la différence éventuelle, dans la version française, entre un « bénéficiaire » et un « patient », le délégué a indiqué :

“Ook in andere bepalingen van de huidige nomenclatuur art. 36 worden deze termen afwisselend gebruikt, terwijl in principe hetzelfde wordt bedoeld ».

14. Au 6°, de l'accord du délégué, dans le paragraphe 10 en projet, un alinéa 2 nouveau sera inséré précisant que « le traitement à distance doit répondre aux conditions reprises à l'article 5 de l'arrêté royal du 27 mars 2025 [...] ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. Het ontwerp dat is ingeschreven onder rolnummer 79.349/2 en waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies heeft uitgebracht, en het voorliggende ontwerp strekken allebei tot wijziging van artikel 36 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 ‘tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’. Die ontwerpen houden verband met elkaar. Dat is met name het geval met artikel 1, 5°, van het ontwerp, dat strekt tot vervanging van onder meer paragraaf 2, 5° – waarvan het de inhoud overneemt zoals die naar voren komt uit het ontwerp waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 79.349/2 heeft gegeven¹ en waaraan het de verstrekkingen op afstand toevoegt – en paragraaf 2, 6°, 6.1 – waarvan het de inhoud overneemt.²

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat die beide ontwerpen onderling samenhangend zijn. Daartoe dient hij met name:

1° erop toe te zien dat het ontwerp dat als laatste zou worden vastgesteld, de ontworpen wijzigingen die het eerst vastgestelde ontwerp bevat, niet tenietdoet;

2° indien nodig de datum aan te passen van het koninklijk besluit waarbij artikel 36 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 laatstelijk is gewijzigd;

3° in het voorliggende ontwerp de opmerkingen te verwerken die in advies 79.349/2 zijn gemaakt over bepalingen die ook in het voorliggende ontwerp voorkomen.

2. Voorts moet de steller van het ontwerp erop toezien dat op dezelfde dag niet meerdere verordenende besluiten met eenzelfde opschrift worden vastgesteld, hetgeen momenteel het geval is met het voorliggende ontwerp en het ontwerp waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 79.349/2 heeft gegeven.

¹ Zie artikel 1, 3°, van het ontwerp waarover advies 79.349/2 is gegeven.

² Zie artikel 1, 4°, van het ontwerp waarover advies 79.349/2 is gegeven.

BIJZONDERE OPMERKINGENOPSCHRIFT

In de Franse tekst dient men te schrijven dat het gaat om artikel 36 “de l’annexe à l’arrêté royal du 14 septembre 1984” en niet “de l’annexe de l’arrêté royal du 14 septembre 1984”.

Dezelfde opmerking geldt voor de inleidende zin van artikel 1.

AANHEF

1. Het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond ook aan artikel 35, § 1, vijfde lid, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’ (hierna: de “gecoördineerde wet”).

Het eerste lid moet in die zin worden aangevuld.

2. In het tweede lid moeten de woorden “de bijlage bij” worden weggelaten.³

3. Het vierde lid van de aanhef zou heel duidelijk moeten vermelden dat *in casu* de voorwaarden zijn vervuld die worden voorgeschreven door artikel 27, vierde lid, van de gecoördineerde wet, zodat het advies van de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle kan worden geacht te zijn gegeven. Het vierde lid van de aanhef moet dan ook als volgt worden geredigeerd:

“Gelet op het feit dat de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle geen advies heeft uitgebracht, noch in de vergadering van de Overeenkomstencommissie logopedisten-verzekeringsinstellingen, noch schriftelijk binnen de termijn van vijf werkdagen vermeld in artikel 27, vierde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, en dat het betrokken advies dienvolgens met toepassing van die wetsbepaling wordt geacht te zijn gegeven;”.⁴

³ Zie onder meer advies 79.034/2 van 7 april 2026 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 25 mei 2026 ‘tot wijziging, wat bepaalde tandheelkundige verstrekkingen betreft, van de artikelen 5 en 6 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’.

⁴ Zie advies 79.097/2 van 13 april 2026 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 7 mei 2026 ‘tot wijziging van artikel 31 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’.

DISPOSITIEFArtikel 1

1. Zoals de gemachtigde heeft beaamd, moeten in de bepaling onder 1° de woorden “R 17, 5” worden toegevoegd.
2. Ter wille van de samenhang moet de Franse tekst van de bepaling onder 3° de benaming van de verstrekkingen 708175, 708256, 708492, 708595, 708654 en 708750 exact overnemen. De woorden “d’une durée” moeten worden weggelaten.
3. Wat de bepaling onder 5° betreft, is de gemachtigde het ermee eens dat in de ontworpen paragraaf 2, a), 2°, de woorden “Geneeskundige Raad voor invaliditeit” moeten worden vervangen door de woorden “College van artsen-directeurs”.
4. In de Franse tekst van de bepaling onder 5° moet de tweede vermelding van de woorden “712316 Séance individuelle d’au moins 30 minutes au cabinet du logopède” in de ontworpen paragraaf 2, b), 1°, worden vervangen door de woorden “712331 Séance individuelle d’au moins 30 minutes au domicile du bénéficiaire”, en dit ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst.
5. In de bepaling onder 5° moet, zoals de gemachtigde heeft beaamd, de ontworpen paragraaf 2, c), 2°, (b) en (c), nader bepalen dat de lijst van de tests wordt goedgekeurd door de Overeenkomstencommissie logopedisten-verzekeringsinstellingen.
6. In de bepaling onder 5° moeten de Franse en de Nederlandse tekst van de ontworpen paragraaf 2, f), derde lid, perfect met elkaar overeenstemmen.
7. In de bepaling onder 5° dient men, zoals de gemachtigde heeft beaamd, in de ontworpen paragraaf 2, f), verstrekking 733353, niet te schrijven “Zittingen op school zijn niet meer toegelaten na de periode van 2 jaar, bedoeld in § 5, p)” maar wel “Zittingen op school zijn niet meer toegelaten na het eerste tweejarige akkoord”.
8. De woorden “De §5, 3de alinea, r) wordt vervangen door de volgende:” moeten worden voorafgegaan door een nummer “6°”, aangezien het gaat om een aparte wijziging die in artikel 36 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 wordt aangebracht. Het huidige nummer “6°” moet dan “7°” worden. Overigens moet de Nederlandse tekst van die inleidende zin op taalkundig vlak worden nagekeken.
9. In de bepaling onder 6° die de bepaling onder 7° wordt, moeten de woorden “kan niet worden verleend op afstand”⁵ in het laatste streepje worden weggelaten. De inleidende zin luidt immers: “De volgende verstrekkingen mogen niet op afstand worden verleend”.

⁵ In de Franse tekst dient bovendien een dubbele punt te worden toegevoegd.

10. In de bepaling onder 6° die de bepaling onder 7° wordt, dient men in de Franse tekst van het ontworpen vierde lid te schrijven “et doivent être attestées” in plaats van “et doivent attestées”.

11. De gemachtigde heeft beaamd dat de Franse tekst moet worden aangepast ter wille van de rechtszekerheid en de samenhang met de Nederlandse tekst. Het woord “Néanmoins” moet derhalve een nieuw lid inluiden.

12. Op de vraag wat in de bepaling onder 6° dient te worden verstaan onder “behandelingsakkoord” heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Pour le remboursement de la logopédie, une demande est faite à la mutuelle, et le médecin conseil donne (ou pas) un accord pour le remboursement du traitement logopédique pour une période d’un ou deux ans selon le trouble.

Il est en effet question dans le texte de l’art. 36 d’‘accord’ et non pas d’‘accord de traitement’. Il y aura en effet lieu de remplacer ‘dans un accord de traitement’ par ‘par accord’

(...).”

Het dispositief moet worden aangepast overeenkomstig hetgeen de gemachtigde heeft aangegeven.

13. Op de vraag of er in de Franse tekst van de bepaling onder 6° eventueel een verschil is tussen de termen “bénéficiaire” en “patient”, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Ook in andere bepalingen van de huidige nomenclatuur art. 36 worden deze termen afwisselend gebruikt, terwijl in principe hetzelfde wordt bedoeld.”

14. De gemachtigde is het ermee eens dat in de bepaling onder 6° een nieuw tweede lid moet worden ingevoegd in de ontworpen paragraaf 10. Dat lid moet bepalen dat “de behandeling op afstand moet beantwoorden aan de voorwaarden die vermeld staan in artikel 5 van het koninklijk besluit van 27 maart 2025 (...).”

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO

Patrick RONVAUX